



## **Le 10 septembre : une première étape pour une riposte d'ampleur du mouvement social**

Depuis le début de l'arrivée de E. Macron nos universités publiques sont touché·e·s par des coupures budgétaires drastiques et les étudiant·e·s subissent une augmentation du coût de la vie de près de 32% depuis 2017.

Pendant ce temps, Bayrou annonce pour son budget 2026 des coupures budgétaires à destination de l'ESR, le gel des aides sociales, l'augmentation des dépenses militaires et la suppression de deux jours fériés pour soi-disant faire des économies.

Les étudiant·e·s voient leur avenir menacé par des mensonges à répétition et des coupures budgétaires dans tous les services publics. Une des première conséquence du manque de budget dans nos universités est la baisse des capacité d'accueil et la suppression de nombreuses places, ce qui engendre une sélection de plus en plus violente à tous les échelons du parcours universitaire. Par ailleurs, depuis la mise en place des plateformes Parcoursup et Mon master, le nombre d'étudiant·e·s contraint·e·s de se tourner vers l'enseignement privé est alarmant. Le coût de la vie mensuel pour ces étudiant·e·s est de 2173€ en raison des frais d'inscription exorbitants. Enfin, le dernier projet pour l'ESR : le projet de loi sur la modernisation des universités va accélérer le mouvement de libéralisation et de privatisation de nos universités déjà très précarisées. Les premières conséquences pour nos universités de ce projet direct sont la hausse des financements privés ainsi que l'augmentation des frais d'inscription pour tou·te·s les étudiant·e·s.

De plus, la précarité étudiante n'a jamais été aussi forte : un·e étudiant·e sur deux est obligé·e de se salarier et cette année encore, la précarité étudiante s'enracine et l'augmentation du coût de la vie étudiante atteint une hausse de 4,12%. C'est dans ce contexte que 74% des étudiant·e·s n'ont pas accès au système de bourses et se voient contraint·e·s de faire des choix pour répondre à leurs besoins fondamentaux. Annoncée il y a 7 ans, la concertation sur la réforme structurelle des bourses auquel l'UNEF participe depuis 2 ans est finalement supprimée, par l'annonce du ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en plein été.

Les politiques de casse sociale mise en place par le gouvernement d'E. Macron ces dernières années comme le recul de l'âge de départ à la retraite, cumulée aux directives budgétaires annoncées par F. Bayrou, condamnent les étudiant·e·s à vivre avec une épée de Damoclès constamment au-dessus de la tête et leur promettent une précarité à vie.

**L'UNEF appelle tou·te·s les étudiant·e·s à se mobiliser sur leurs lieux d'études et dans la rue pour faire plier ce gouvernement le 10 septembre ! Cette date n'est qu'une première étape pour faire de la rentrée une rentrée sociale !**

